



Keita D., 2019 : Vingt ans de lutte pour rétablir la paix, APRAN-SDP/GRAD, Genève, 264 p.

Par François Doligez, agroéconomiste à l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement (Iram), (f.doligez@iram-fr.org ; www.iram-fr.org)

Ce livre traite de l'itinéraire d'un responsable d'organisation paysanne « en temps de guerre », le Secrétaire général de l'association pour la promotion de l'arrondissement de Nyassa. Nyassa se situe en Basse-Casamance au Sénégal, région traversée par le conflit depuis le début des années 1980. L'ouvrage se présente sous forme d'un entretien au long cours, en fait une série de conversations initiées en 1996 avec Bernard Lecomte. Il est construit en huit chapitres. Une fois la situation actuelle exposée et le basculement de l'association dans l'action autour de la sortie du conflit, le texte s'appuie sur le parcours de Demba Keita, de son enfance au village, son action pour la paix au travers de l'association jusqu'à son implication dans la vie politique sénégalaise comme député.

On ne cherchera pas, ici, à résumer un témoignage qu'il serait nécessaire de croiser avec une connaissance approfondie de la région¹ ainsi que d'autres regards croisés sur la Casamance et le conflit qui l'a traversée pour en parler de façon plus générale. Mais ce propos personnel de l'auteur illustre avec d'autant plus de force un certain nombre d'idées exprimées de façon originale. Plusieurs d'entre-elles peuvent intéresser les membres d'Inter-reseaux Développement rural, particulièrement les participants du groupe de travail sur « sécurité et développement » qui s'interrogent sur les dynamiques de développement dans les territoires ruraux en conflit.

« C'est nous qui avons les poules »

En amont du conflit et tout au long de ce dernier, le témoignage décrit, en creux, le long processus d'appauvrissement des populations rurales et le sentiment d'abandon et d'éloignement croissant du reste du Sénégal ressentis en Casamance. Les causes en sont multiples, historiques, régionales, mais elles affectent les dynamiques familiales, les relations entre parents et cadets, le rapport aux institutions et, avec la migration économique,

¹ Premier séjour en Casamance en 1984, région étudiée dans l'évaluation de la coopération entre le Sénégal, l'Union européenne et l'Espagne entre 2009 et 2011 ; ce qui limite ma connaissance du terrain.

le rapport au territoire.

Le dénuement des administrations locales est particulièrement bien restitué, le centre de formation de l'organisation paysanne faisant office de cache-misère pour les visites de délégations ministérielles venues de la capitale (p. 123). Mais cela peut permettre aussi de refonder de nouveaux rapports de collaboration entre paysans et techniciens, alors que de nombreux acteurs raisonnent trop souvent, ici comme ailleurs, au travers d'une privatisation, illusoire, de services publics non rentables en milieu rural.

Transparaît également (p. 190) le coût pour la population d'un conflit de plusieurs décennies, l'ambivalence des relations avec un mouvement armé implanté localement, le rôle des pouvoirs publics dans la restauration d'un climat de sécurité et les conséquences à long terme d'un conflit qui dure et où les combattants, pour vivre, « s'approprient les vergers des paysans. Ils exploitent les champs d'anacardiens dont les fruits, les noix de cajou, sont très recherchés, et les passent en Guinée Bissau (...). Ils utilisent une bonne partie du territoire pour développer la culture du cannabis et nous nous sommes battus pour que ces zones-là soient contrôlées par l'Etat, parce que cela crée des problèmes de santé pour les jeunes. Et puis les deux Etats voisins entretiennent

financièrement les rebelles parce qu'ils jouent un rôle important pour la sécurisation de leurs chefs d'Etat. Au cas où leur Etat est menacé, ils font appel à ces rebelles sénégalais pour défendre leurs intérêts. (...) Si vous voulez qu'on ne vole pas, qu'on ne braque pas, il faut nous donner à manger ! C'est un chantage, mais comme on le dit au Sénégal, c'est entre frères ».

Une sortie de crise qui dure

Plusieurs dimensions sont à signaler autour de la sortie de crise, laquelle apparaît comme un ensemble d'acteurs, d'évènements et de niveaux d'interventions entremêlés. Du long processus qui l'accompagne, ressort tout d'abord l'importance d'une lecture fine de la situation locale ainsi que de la capacité des acteurs à mobiliser leurs partenaires proches autour d'enjeux spécifiques, comme, par exemple, l'importance d'agir dans les villages proches de la frontière avec la Gambie, là où se rencontrent « déplacés » et réfugiés » et où le dialogue peut se renouer entre deux franges de la population ayant vécu le conflit dans des positions opposées (p. 157). Bref, l'exact inverse de la plupart des appels d'offres de l'aide au développement et des initiatives internationales « tombés du ciel ». Au-delà, est signalée l'importance des acteurs extérieurs à la région mais dont les intérêts sont ancrés dans le conflit (« l'aile extérieure », p. 144) et dont les prolongements peuvent faire perdurer des tensions instrumentalisées par les parties (« la politique, ça divise », p. 149). A l'inverse, la mobilisation des acteurs présents sur le terrain, depuis le comportement des forces armées, l'implication des notables religieux (y compris les marabouts) ou des chefs de village s'avèrent incontournable pour sécuriser les « retournés », ces combattants ou réfugiés sortis des maquis (p. 154).

Des organisations paysannes en situation précaires

Dans ce contexte, la contribution d'une association locale, discrète sur le territoire mais proche des populations, peut s'avérer essentielle. On était, « comme un morceau de sucre dans un puits. On ne faisait pas peur, on n'avait aucun poids, on était à peine connu » (p. 257). Les dynamiques remontent à loin dans les pratiques de développement, les responsables sont parfois issus de l'animation rurale, « d'une action collective dans le sens de rassembler des gens » (p. 126), comme l'AJAC ou la FONGS (cette dernière avec un ancien directeur des Maisons familiales rurales). Mais, face à l'évolution des modes de financement, ces organisations locales tendent à se diviser ou s'affaiblir. Aujourd'hui, « le combat auquel ces mêmes gens font face, c'est la promotion personnelle : comment faire en sorte que les individus puissent se sortir de cette situation ? ». Malgré la reconnaissance de leur effort, les dynamiques demeurent précaires, tout comme leur

« bureaucratie » qui « vivote » entre deux contrats où « même la famille est sacrifiée » (p. 177).

De sa trajectoire, l'auteur retire des principes utiles à partager (p. 111-112) : i) éviter dans l'organisation, l'absence d'appropriation des projets et programmes de l'Etat ; ii) éviter les appuis institutionnels lourds et la bureaucratie, trop de réunions dans les bureaux qui coupent de la base ; iii) réfléchir à des stratégies précises, choisir des actions connectées aux préoccupations de la base ; iv) maîtriser les relations avec les ONG et les financements pour éviter qu'elles nous regardent comme des tutelles, ne pas regarder seulement les priorités du bailleurs pour bâtir un programme ; v) acquérir du poids sans devenir un ennemi de l'Etat et des fonctionnaires locaux, intéresser l'administration et partager avec elle les préoccupations de l'organisation.

On mesure avec cet ouvrage tout l'intérêt du positionnement du Groupe de Réalisations et d'Accompagnement pour le Développement (GRAD), porté par la collection « Porter les Paroles Paysannes » et ce qu'elle peut apporter aux membres d'Inter-réseaux comme à tous les acteurs inquiets de la montée des conflits au Sahel et de leurs impacts dans les territoires ruraux.